

Moyen-Orient : quel avenir pour l'après-guerre... ? Philippe Mocellin a lu « Après la guerre ? La menace à nos portes », de Michel Fayad

[Tribune Juive](#), il y a 15 minutes



Tribune juive, juin 2026



Recension de l'ouvrage de Michel Fayad * paru aux éditions Fayard, le 10 juin 2026 : « *Après la guerre ? La menace à nos portes* ». Par *Philippe Mocellin*



L'issue de la guerre déclenchée, le 28 février 2026 par Israël et les Etats-Unis contre la République islamique d'Iran (huit mois après le « prélude » de l'opération des « 12 jours » et vue comme le dénouement de tensions accumulées) ne sera pas sans répercussions sur les grands équilibres géopolitiques mondiaux et en tout premier lieu, sur les rapports de forces au sein du Moyen-Orient. Terre de conflits, de fracturations religieuses historiques et théâtre d'interventions répétées des grandes puissances, l'espace moyen-oriental pourrait, en effet, connaître une nouvelle phase d'instabilité et de mutations stratégiques. Michel Fayad, avec courage et détermination, en formule l'hypothèse dans son nouvel ouvrage, structuré autour de cinq chapitres, en indiquant que si le régime des Mollahs, facteur de déstabilisation de la région depuis 1979, venait à s'effondrer, d'autres acteurs-clé, de la Turquie à la Syrie, en passant par le Pakistan et les monarchies du Golfe, chercheraient à s'imposer. Loin de signifier la fin de l'islamisme, « le centre de gravité se déplacerait alors vers le monde sunnite » dans lequel prospèrent des « idéologies radicales et des organisations transnationales », prêtes à occuper l'éventuel « vide laissée par l'Iran ». Autant de transformations possibles qui ne manqueront pas de réinterroger, face à des menaces imminentes, les doctrines diplomatiques des chancelleries occidentales ainsi que celle de la France, « en première ligne ».

Le livre s'ouvre sur une guerre... Il se ferme sur une certitude : cette guerre ne sera pas la dernière

La fin du régime des Mollahs ?

Michel Fayad souligne, dès les premières lignes de son ouvrage, à quel point la République islamique d'Iran, issue de la Révolution de 1979, influence, depuis sa création, le paysage politico-religieux du Moyen-Orient et a su imposer, au fil de conflits successifs, son propre agenda diplomatique tant dans la gestion de ses relations de voisinage que celles entretenues avec les grandes puissances occidentales, la Russie et la Chine.

Selon la formule de l'auteur, ce pays bien spécifique renvoie : « à un géant agité, inquiétant, singulier (...) une civilisation persane multimillénaire, une puissance militaire régionale, un programme nucléaire avancé et une idéologie islamiste exportée dans toute la région depuis quarante-sept ans ».

Le Guide suprême historique Khomeini a, en effet, installé, dès la fin des années 1970, un régime politique théocratique, disposant, au travers de ses Gardiens de la Révolution, véritable « milice idéologique », de forces armées bien équipées, d'une économie tournée vers l'exportation d'hydrocarbures et d'un important réseau de financement bancaire.

Ces mêmes Gardiens de la Révolution ont participé, par ailleurs, à la création de cet « axe chiite », fondement d'un « empire de proxys », constitué, d'une part, de forces soumises à la République islamique, à l'instar du Hezbollah au Liban et du Hachad al-Chaabi (coalition d'unités chiites en Irak) et d'autre part, d'alliés stratégiques, incarnés par les Houtis, organisation politico-militaire, contrôlant le nord du Yémen ainsi que par le Hamas et diverses forces sunnites, compagnons opportunistes des Mollahs, animés par une même cause : la haine d'Israël.

Pour mémoire et face à ce contexte, les cinq membres du Conseil de Sécurité des Nations unies et l'Allemagne, ont crû, grâce à un accord signé en 2015 (et finalement rejeté, en 2018, par Donald Trump), pouvoir encadrer le plan nucléaire militaire iranien et donc contenir les ambitions géopolitiques des Mollahs, en échange d'une levée des sanctions économiques.

Michel Fayad rappelle la teneur de ce traité international – présenté à l'époque comme un succès – pour mieux en souligner, à nouveau, les limites...

[1].

L'auteur questionne alors, à juste titre, l'annonce, émise à maintes reprises depuis les premières frappes du 28 février 2026, du « *crépuscule des Mollahs* », alors qu'américains et israéliens (avec des nuances sans aucun doute) avaient fait de la chute du régime iranien un des buts de guerre (en dehors de la destruction des missiles et de l'endommagement des productions d'uranium enrichi) ou, à tout le moins, visaient son affaiblissement fatal.

Il est alors expliqué avec raison comment le régime islamique iranien mène la résistance, démontrant, par là-même, sa capacité à faire face à l'adversité et à conduire, pour user l'adversaire, une guerre associant, à la fois, ripostes conventionnelles, utilisation de « *moyens asymétriques* » (drones, missiles lancés sur Israël, les bases américaines de la région et les infrastructures pétrolières et civiles des pays du Golfe...) et chantage économique, au travers de la « *fermeture* » du détroit d'Ormuz, artère de circulation commerciale stratégique pour le monde entier...

En dépit de l'élimination de l'ayatollah Ali Khamenei, d'une partie de l'état major, du chef du Conseil de défense, des Gardiens de la Révolution et des Bassij (milice politique) et de l'ancien président du Parlement, Ali Larijani, les survivants ont en effet organisé la survie du régime (même si traversé par des contradictions internes entre un courant « *réformateur* » historique et un « *bloc sécuritaire* », peu enclin au dialogue).

Michel Fayad indique à ce sujet, qu'au-delà de la désignation « *dynastique* », le 9 mars 2026, du nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei, un commandement militaire a été reconstitué, sous l'égide de Mohsen Rezaee, une figure des Gardiens de la Révolution et plus encore, s'est déployée, en application de la doctrine de « *défense mosaïque* » arrêtée au cours des années 2000, une « *multitude de structures semi-autonomes réparties sur tout le territoire* », possédant ses armements et une marge de manœuvre décisionnelle.

Les lecteurs sont également invités à ne pas sous-estimer le magistère idéologique du chiisme iranien dans le monde, renforcée par le poids de la tradition du « *Velayat-e faqih* » : système politique fondé et expérimenté, pour la première fois, à l'échelle d'un Etat, sur l'idée que l'autorité est « *tirée directement d'Allah* » [2].

Enfin, face à une opposition éclatée [3], le régime n'a pas hésité, depuis 1979, à réprimer très durement toutes les protestations populaires, en faisant régner la terreur. La violence qui s'est abattue sur le peuple iranien pendant l'hiver 2025-2026 en constitue une triste illustration...

Le sunnisme en embuscade...

Ainsi, si pour toutes ces raisons, « l'après Ali Khamenei » demeure bien incertain, l'auteur formule une autre interrogation pertinente. Il ne s'agit pas tant de savoir « si la République islamique tombera mais qui la remplacera ? ».

Michel Fayad, en fin connaisseur des soubresauts du Moyen-Orient, précise, en fil rouge de sa démonstration, qu'une éventuelle disparition de la République islamique et la fin de la tutelle religieuse iranienne, notamment au sud Liban et en Irak pourrait « libérer des énergies islamistes sunnites », jusqu'à aujourd'hui « contenues par la rivalité avec l'islamisme chiite » [4].

L'islamisme ne mourra pas avec les Mollahs. Bien au contraire, un nouveau chapitre sunnite (« *hydre à mille têtes* ») est prêt à être ouvert, par l'intermédiaire de différents canaux et de nouveaux terrains de conquête, de Kidal à Mossoul en passant par la Syrie et la Somalie...

Pour rappel, le sunnisme est largement majoritaire au sein de l'Islam, relayé en cela par le wahhabisme (dominant en Arabie Saoudite), le salafisme et par d'autres mouvements, tels que les Frères musulmans et le Tabligh (originaire d'Inde) [5].

Dès lors, la prescience de l'expert identifie les principaux acteurs, possibles promoteurs de cette nouvelle « *menace* » sunnite...

– la Turquie d'Erdogan, « *puissance islamiste en costume démocratique* », qui a soutenu, via ses mosquées, tout en se positionnant comme médiateur avec l'Occident, le monde arabe dans différentes régions et Hayat Tahir al-Cham (Front al-Nosra) au cours de la guerre en Syrie et confirme ses prétentions territoriales au nord de Chypre ou au Haut-Karabakh, en appuyant militairement l'Azerbaïdjan,

– l'Arabie Saoudite et le Qatar, diffuseurs de leur propre vision de l'islam en Occident et financeurs, grâce aux pétrodollars, de divers réseaux d'influence,

– l'Irak et ses provinces sunnites, la Syrie, aujourd'hui dirigée par une coalition islamiste, candidate « à l'islamisation du Liban », l'Égypte, « *berceau des Frères musulmans* » et la République islamique du Pakistan, détenteur de l'arme nucléaire (à la différence de l'Iran à ce jour...) entretenant des relations troubles avec les talibans d'Afghanistan,

– enfin, la myriade d'organisations sunnites (Hamas, Ennahdha) ainsi que « *le terreau prosélyte* » du Tabligh, vecteur d'un islam « *littéraliste et communautariste* » et les activités visibles et transnationales d'Al-Qaïda et de Daech au Sahel et au Yémen.

Différents foyers d'expansion d'un sunnisme conquérant où, comme le stipule, avec acuité, l'auteur, le « *vide sécuritaire appelle l'islamisme, qui aggrave la vide* ».

Liban et Israël : des « remparts » en danger

Dans ce contexte, bardé d'incertitudes, Michel Fayad s'est penché – ce qui constitue d'ailleurs la spécificité de son approche « grand angle » – sur la particularité de deux Etats, « *considérés comme des entités étrangères au Moyen-Orient* » : le Liban et Israël, ennemis jurés des islamistes, et « *remparts sacrifiés* », au gré de l'histoire, par un certain aveuglement diplomatique de l'Occident...

Le Liban, d'abord, reconnu dans ses frontières avant 1860 et où les chrétiens ont été les cofondateurs d'un « *Etat pluraliste et libre* », jusqu'en 1975.

Si le pays du cèdre a survécu à quatre siècles de domination ottomane, il a été aussi l'objet, au cours de ces cinquante dernières années, d'incessantes ingérences extérieures.

L'auteur en rappelle les principales phases, en insistant sur les causes profondes du déchirement du Liban actuel : non pas le résultat d'une « *guerre*

civile », comme trop souvent décrit mais bien « *d'une guerre étrangère sur son sol* » !

Citons, parmi d'autres événements qui ont profondément meurtri le Liban, non sans conséquences géopolitiques et dont l'ouvrage rend compte avec grande justesse [6] :

- la guerre syro-palestinienne visant « *à arabiser et islamiser le pays par la force* » et l'installation, en tant que base arrière, du Fatah puis de l'OLP,
- l'accord de Taëf de 1989 (promu par les syriens, les saoudiens et les américains), « *légalisant l'occupation du Liban par la Syrie* », considéré comme anticonstitutionnel,
- une résistance des forces libanaises, victimes, en 1985, d'ambitions personnelles, ayant notamment conduit, du fait de renoncements et de soumissions, au « *déracinement* » de milliers de chrétiens au sud Liban et favorisé les intérêts des forces de l'islamisme...,
- « *l'achèvement de la confiscation de la souveraineté* » libanaise par l'islamisme chiite, au travers de l'occupation du Hezbollah, devenu un « *Etat dans l'Etat* ».

L'auteur formule l'espoir que le Liban puisse faire revivre « *l'idée civilisationnelle* » qui a animé le pays originel, « *synthèse unique entre Orient et Occident* » et en appelle, avec force de conviction, au soutien fraternel de la France, en référence à la promesse historique de protection des Maronites, édictée par Saint Louis en 1250...

Israël, ensuite, qui doit affronter, depuis sa création en 1948, l'aversion viscérale des islamistes, contestant l'implantation, en terre d'islam, d'une entité juive, qui plus est – nous le rajoutons – autonome et démocratique...

L'État Hébreu est aujourd'hui confronté à deux fronts simultanés, celui du sunnisme arabe, d'un côté et de l'Iran islamique, de l'autre alors que les massacres du 7 octobre 2023 ont démontré que ces forces islamistes, pourtant divisées, pouvaient aussi s'unir tactiquement et converger dans le combat antisioniste.

Si Michel Fayad n'épargne pas certains dirigeants israéliens, responsables d'erreurs d'appréciation, au nom d'obscures motivations géopolitiques [7], au Liban tout particulièrement, il n'oublie pas d'indiquer que « *l'hostilité islamiste aux juifs est antérieure à Israël et lui survivrait si ses ennemis parvenaient à leurs fins* ».

L'ouvrage démontre en réalité, au fil des pages, combien les occidentaux – les Etats-Unis ne sont pas exemptés de calculs tactiques cyniques – ont préféré privilégier, dans bien des circonstances, leurs propres intérêts économiques, au détriment d'une position cohérente, dans l'attitude de solidarité constante qu'il conviendrait de manifester à l'égard d'Israël [8].

Le Liban, tout comme Israël, ont trop souvent été sacrifiés sur l'autel de la raison d'État par l'Occident, commettant, selon Michel Fayad, non seulement « *une faute morale mais une erreur stratégique* »...

« *En les abandonnant, l'Occident n'a pas évité la guerre : il l'a rapprochée de ses frontières* », tels sont les mots de l'analyste, parlant avec le cœur et la raison.

La France, prisonnière de ses dépendances économiques

L'auteur a choisi d'aborder, par ailleurs, avec à-propos, un angle mort (ou un tabou?) de la diplomatie française au Moyen-Orient, à savoir sa dépendance à l'égard des pays arabes du golfe Persique.

Il en résume ainsi le dilemme : « *dépendre économiquement de pays qui contribuent, directement ou indirectement, à diffuser les idéologies qui nourrissent la menace intérieure* ».

Et souligne à la fois le poids des contrats d'armement passés par nos entreprises nationales avec les pétromonarchies ainsi que l'importance des fonds souverains injectés par ces mêmes puissances financières dans l'économie française et les grands groupes industriels.

Michel Fayad met alors en évidence une vérité, en démontrant que depuis soixante ans, « *la politique étrangère, industrielle et intérieure de la France s'est progressivement structurée autour d'intérêts liés aux pays arabes* » et alors que ceux-ci représentent 43 % du chiffre d'affaires de notre complexe militaro-industriel.

Autant de contraintes qui contribuent à entamer la liberté de décision française dans la conduite de sa politique arabe au sens large et impliquent alors bien des renoncements diplomatiques.

C'est sur cette base de « *soumission* » que les pétromonarchies, tout en assumant un rôle de modérateurs au Moyen-Orient, ont délibérément choisi d'aider au financement, sur le territoire national, de mosquées, de formations des imams et de réseaux activistes sunnites dont Michel Fayad ne fait que souligner la dangerosité.

L'auteur nous met ainsi en garde ! « *L'islamisme n'est pas une trahison de l'islam : il en est une lecture cohérente que des millions de croyants refusent dans leur vie – sans pour autant pouvoir la réfuter dans les textes* » [9].

Et plaide, avec le sens de la mesure, en faveur d'une politique de juste équilibre, qui permettrait d'opérer ce nécessaire distinguo entre la protection « *des intérêts commerciaux légitimes et la complaisance idéologique* ».

Ancienne puissance coloniale et terre d'accueil de populations venues du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, l'enjeu est ainsi posé pour notre pays, « *visé* » par un islamisme, bien décidé à ébranler nos institutions et à décomposer notre tissu social.

A cet égard, Michel Fayad interpelle... : « *les attentats et les assassinats commis sur notre territoire sont les symptômes d'une idéologie qui s'est implantée en France depuis des décennies, développée grâce à des financements extérieurs et à un prosélytisme patient et qui produit des effets meurtriers à intervalles réguliers* ».

Plus encore, la France, fracturée, est aussi aux prises avec la montée, par les urnes, d'un « *clientélisme communautaire* » aboutissant, grâce aux injonctions des imams, à la constitution « *d'un bloc électoral structuré à la fois par l'identité et par la foi (...)* ».

Preuve à l'appui, selon l'auteur : la jeunesse et plus particulièrement celle issue de l'immigration [10], plus rigoriste religieusement que leurs propres aînés constituée, à n'en pas douter, une des cibles de l'islamisme, idéologie qui se diffuse subtilement par l'intermédiaire de plateformes numériques et de réseaux organisés que sont les Frères musulmans (réseau de mosquées, d'écoles et de structures médiatiques), le Tabligh (opérant par le biais de groupes de missionnaires) et les salafistes (dont une des composantes facilite le passage vers la radicalisation).

S'ajoute à ce constat alarmant, les liens établis et documentés entre l'islamisme chiite, les réseaux sunnites, le grand banditisme, le terrorisme et le narcotrafic [11].

Michel Fayad est sans appel. « *La France n'est pas seulement la cible d'une hostilité religieuse. Elle est visée en tant que société (...) par des acteurs (...) qui ont compris que la dépendance, la misère et le désordre sont des armes aussi efficaces que les bombes* ».

A notre pays de faire face et de protéger nos compatriotes de toute confession (12). Il en a la capacité, à la condition de lutter contre le « *déni idéologique* » ambiant qui le retient dans la désignation de l'ennemi et de réinterroger, en profondeur, son propre modèle laïc d'assimilation qui n'a pas pu ou su empêcher la dissémination de « *poches de désaffiliation nationale (...)* », notamment au sein de nombreux quartiers de nos agglomérations.

Et si cela ne suffisait pas à nous alerter, Michel Fayad n'hésite pas la comparaison.

« *Ce que le Liban a vécu sous une forme extrême – l'implantation d'une idéologie étrangère dans le corps d'une société (...) est exactement ce que la France est en train de vivre (...) selon la même logique* ».

A bon diagnostic correspondra alors le bon traitement. Ce qui a été entrepris, en son temps, pour lutter contre le national-socialisme et le communisme doit aussi aujourd'hui concerner l'islamisme.

En effet, l'ouvrage sonne le tocsin, dans un souci d'avertissement construit et réfléchi : « *La vraie question n'est pas : quand la guerre sera-t-elle gagnée ? C'est : sommes-nous prêts à un combat de long terme – lucide, patient, déterminé – contre une idéologie qui nous a déclaré la guerre depuis des décennies ?* ».

Un ouvrage qui fera date... !

Plus qu'un essai géopolitique global, cet ouvrage, dans un style limpide et abordable, fait d'abord état d'un témoignage sincère, richement documenté et contextualisé : celui d'un auteur, né au Liban et dont le père s'est engagé dans la résistance chrétienne libanaise, aux côtés de Bachir Gemayel et par la suite, comme conseiller de Fouad Abou Nader, chef des Forces Libanaises en 1984.

Catholique de rite maronite, Michel Fayad ne se perd pas en conjectures théoriques ou en polémiques inutiles mais tente, à partir de ce qu'il est et de ce qu'il croit, d'apporter à ses lecteurs un regard authentique et clairvoyant, mariant rigueur dans l'analyse prospective et des concepts, en sa qualité d'expert de l'histoire du monde arabo-musulman et engagement moral pour mieux remuer les consciences...

Cet ouvrage, synthèse géostratégique donnant un vrai sens à nos pensées intuitives et une direction pour l'avenir, fera date !

Nous laissons le mot de conclusion à l'auteur [13].

« *J'ai écrit cet essai pour ceux qui préfèrent comprendre plutôt que souffrir. Et pour ceux qui, en France comme partout en Europe, croient encore que les valeurs de liberté, de pluralisme et de démocratie méritent d'être défendues – pas seulement sur les champs de bataille du Moyen-Orient, mais dans les rues, les écoles et les isoloirs de nos propres pays* ».

Dont acte. Merci cher Michel !

© Philippe Mocellin

Recension écrite par Philippe Mocellin pour Tribune juive

Philippe Mocellin, Politologue, Docteur en science politique, Maître de Conférences associé de 2013 à 2019 à l'Université de Poitiers, Expert du Think tank « Le Millénaire », est l'auteur d'ouvrages de sociologie, d'essais et d'articles géopolitiques.

Contributeur à la Tribune Juive : L'Iran, enfin libre... ou la construction d'une nouvelle ère géopolitique ? (Tribune Juive du 4 mars 2026) ; Moyen-Orient : quels buts de guerre ? (Tribune Juive du 8 mars 2026) ; Le cri du peuple iranien ! (Tribune Juive du 14 mars 2026) ; Liban : le combat pour la souveraineté ! (Tribune Juive du 21 mars 2026) ; Moyen-Orient : entre espoir et avenir incertain (Tribune juive du 11 avril 2026) et Quels regards sociologiques sur l'antisémitisme contemporain ? (Tribune Juive du 6 mai 2026).

Notes

[1] L'auteur indique que l'accord s'est construit sur une double impasse politique : en omettant, d'une part, la prise en compte de l'arsenal balistique et l'armement des proxys et d'autre part, en « *laissant dans l'ombre* » le danger que fait courir, dans le même temps, le développement de l'islamisme sunnite. Et ajoute qu'au moment de la signature de cet accord, le régime iranien était considéré comme un « *allié de circonstance* » dans la lutte menée contre le califat de Daech.

[2] Selon les chiïtes, l'autorité « *appartient au Mahdi, descendant et héritier de Mahomet disparu durant le premier millénaire* », cf. p. 28

[3] Cf. à ce sujet notre propre contribution dans la *Tribune Juive* du 14 mars 2026

[4] Se souvenir que Daech et al-Nosra ont été combattus par le Hezbollah et que le Hachd al-Chaabi est rentré en conflit avec Daech, en Irak

[5] Autant d'organisations qui pratiquent le « *takfirisme* » en désignant les autres musulmans comme apostats.

[6] Se reporter aux développements de l'auteur, pp. 59 à 87

[7] Cf. pp. 79 à 82. L'auteur fait, notamment, référence au rôle joué, de fin 1982-début 1983 à l'an 2000, par le coordinateur israélien au Liban, Uri Lubrani, ayant traité, avec toutes les forces en présence « *sans distinction* ». Cette posture a alors rompu avec la stratégie d'Ariel Sharon « *qui avait privilégié la Résistance libanaise qui servait le Liban et combattait les Syriens* ».

[8] L'auteur évoque les liens entre l'administration américaine, la CIA et la société Bechtel, ouvertement anti-israélienne ou encore le fait que Washington (ainsi que la France demeurée inactive) ait « *donné son feu vert* » à la Syrie pour prendre d'assaut Baabda au Liban en 1990.

[9] Des textes fondateurs (...) qui « *contiennent une dimension juridique et politique que l'islamisme ne fait qu'affirmer* ».

[10] En référence à « *Etat des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France* », IFOP, 2025 ; des chiffres qui attestent, à propos des jeunes de culture musulmane, « *nés et socialisés* » en France, de la présence d'un « *gradient générationnel inversé* »

[11] La menace iranienne est aussi présente dans toute l'Europe au travers de ses réseaux dormants et de son appareil de propagande, censé influencer les discours des médias occidentaux.

[12] Les musulmans français, « *attachés la France* », le demandent...

[13] Se reporter aussi à Critique littéraire de l'essai de Michel Fayad, « *Newdesk Libanews* » du 10 juin 2026

Fiche technique :

Auteur : Michel Fayad

Titre : *Après la guerre ? La menace à nos portes*

Edition : Fayard, Collection Pensée Libre (dir. Sonia Mabrouk)

ISBN : 978-2-213-73625-9

Parution : juin 2026 – 128 pages

Michel Fayad, Géopolitologue et conférencier franco-libanais, intervient, régulièrement, sur les médias audio-visuels et écrits français, libanais et internationaux. Diplômé de HEC Paris, LSE et NYU Stern, Doctorant en science politique à Sciences Po Grenoble-UGA, professionnel de l'énergie et de la finance, ancien conseiller du ministre libanais de l'Economie et du Commerce, il est un expert en stratégie internationale et dans le domaine des finances et des affaires.
